

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

Nota

*Zitting 2017-2018*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 599-1. - Commissieverslag, nr. 599-2. - In voltallige vergadering aangenomen tekst, nr. 599-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 21 maart 2018.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/40111]

**22 FEVRIER 2018. — Décret modifiant le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, les 10<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup> sont remplacés par ce qui suit :

«10<sup>o</sup> "Télévisions locales et fédération de télévisions locales : le secteur d'activités réglementé par le Décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels"

11<sup>o</sup> "Ateliers de production et d'accueil : le secteur réglementé par le Chapitre 1<sup>er</sup> du Titre VI du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, à l'exception des ateliers d'écoles visés à l'article 62, 3<sup>o</sup>, et le Chapitre II du titre IX du Décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels pour ce qui concerne l'atelier de création sonore et radiophonique"

12<sup>o</sup> "Point-Culture" : l'organisme agréé par l'arrêté royal du 7 avril 1971 fixant les conditions d'octroi de subventions à la Médiathèque francophone de Belgique et les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organismes régionaux et locaux assurant le prêt de moyens audiovisuels au service de l'éducation permanente, devenu "Point Culture" par modification de ses statuts du 5 juillet 2013.».

**Art. 2.** - A l'article 2 du même décret, le 9<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 9<sup>o</sup> Point-Culture. ».

**Art. 3.** A l'article 5 du même décret, les mots "La Médiathèque" sont remplacés par les mots "Point-Culture".

**Art. 4.** - A l'article 8 du même décret, le second alinéa est abrogé.

**Art. 5.** - L'article 11 du même décret, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 11. Par dérogation à l'article 10, 1<sup>o</sup>, sont comptabilisables à l'article 9, 3<sup>o</sup>, les emplois visés par les articles 186 à 193 de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses et ses arrêtés d'exécution, pour autant que :

- 1<sup>o</sup>) le travailleur soit mis à disposition d'une association reconnue en vertu de la réglementation sectorielle;
- 2<sup>o</sup>) le travailleur relève du secteur d'activités pour lequel la demande de subvention est justifiée;
- 3<sup>o</sup>) le groupement concerné relève de la commission paritaire pour le secteur socioculturel."

**Art. 6.** - L'article 12, § 2 du même décret est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit : "A titre dérogatoire, l'emploi de permanent tel que visé à l'article 9, 1<sup>o</sup>, peut être classé- à l'échelon 3, dans le cas d'un remplacement lié à la suspension d'un contrat et dans le régime de travail de la personne remplacée, pour la durée de celui-ci et au plus pendant quinze semaines, par année civile et par association. Cet emploi de remplacement peut déroger à l'application de l'article 10, 2<sup>o</sup>"

**Art. 7.** L'article 16, § 1<sup>er</sup> du même décret est remplacé par ce qui suit : "§ 1<sup>er</sup>. A partir de l'année 2016, sans préjudice de dispositions plus favorables prévues par la réglementation des secteurs d'activités énumérés à l'article 2, à l'exclusion des 5<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup>, l'association bénéficie, par emploi équivalent temps plein visé à l'article 9<sup>o</sup>, 1<sup>o</sup>, d'une subvention fondée sur :

- a) 10 points de base;
- b) 4.75 points complémentaires.

Le Gouvernement peut augmenter, par équivalent temps plein le nombre de points complémentaires."

**Art. 8.** A l'article 16, § 2 du même décret, le premier alinéa est complété par les mots suivants : "sans préjudice du montant calculé à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>."

**Art. 9.** A l'article 16, § 2, 2<sup>me</sup> alinéa du même décret, les mots « alinéa 2 » sont remplacés par les mots "alinéa 1<sup>er</sup>".

**Art. 10.** A l'article 17, 2<sup>o</sup> du même décret, le premier alinéa est complété par les mots suivants : "sans préjudice du montant calculé à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>."

**Art. 11.** A l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>me</sup> alinéa du même décret, les mots "la Médiathèque" sont remplacés par les mots "Point Culture".

**Art. 12.** L'article 20 du même décret est remplacé par ce qui suit :

§ 1<sup>er</sup>. La subvention visée à l'article 4 est justifiée par les charges admissibles définies comme suit :

1° Tous les montants passibles du calcul des cotisations de sécurité sociale tels que mentionnés et identifiés par l'Office National de la Sécurité Sociale dans le cadre de la déclaration multifonctionnelle sous les codes de rémunérations 1, 2 et 7;

2° Les cotisations de sécurité sociale à charge de l'employeur pour les montants visés au 1°, en ce compris la cotisation annuelle destinée au régime des vacances annuelles des travailleurs manuels;

3° Le salaire garanti non soumis aux cotisations de sécurité sociale à charge de l'employeur et dû en application de la convention collective de travail N° 12bis et 13bis du 26 février 1979;

4° Le double pécule de vacances des employés dû en vertu des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 28 juin 1971;

5° L'intervention patronale dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail due en vertu des conventions collectives conclues au sein du Conseil National du Travail et/ou de la Commission paritaire 329 pour les secteurs socioculturel et ses sous-commissions compétentes pour les secteurs visés à l'article 2, en ce compris l'intervention patronale supplémentaire ressortant d'une convention de tiers-payant avec une ou des sociétés de transports en commun publics;

6° Un montant forfaitaire pour l'assurance contre les accidents du travail souscrite par l'employeur en vertu de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. Ce forfait est calculé par Equivalent Temps Plein sur base d'une part, du montant global de la prime d'assurance payée par l'employeur pour l'année de référence de la justification dans le secteur d'activités et, d'autre part, du nombre total d'Equivalents Temps Plein affectés au secteur d'activités et occupés dans l'association au cours de la même année;

7° Un montant forfaitaire pour les cotisations et les factures de redevance annuelles pour la surveillance de santé dans l'entreprise payées à un service externe de prévention et de protection au travail. Ce forfait est calculé par travailleur sur base d'une part du montant global payé par l'employeur pour l'année de référence de la justification dans le secteur d'activités, et d'autre part, du nombre total de travailleurs affectés au secteur d'activités et occupés dans l'association au cours de la même année;

8° Un montant forfaitaire pour les frais de secrétariat social. Ce forfait est calculé par travailleur sur base d'une part, du montant global de la facture du secrétariat social payé par l'employeur pour l'année de référence de la justification dans le secteur d'activités, et d'autre part, du nombre total de travailleurs affectés au secteur d'activités et occupés dans l'association au cours de la même année.

9° Les indemnités de rupture d'un contrat de travail, compensatoires d'un préavis, tel que mentionné et identifié par l'Office National de la Sécurité Sociale dans le cadre de la déclaration multifonctionnelle sous le code 3, sans que cette charge puisse être cumulée, pour une durée équivalente au préavis s'il avait été presté, avec des dépenses liées à des rémunérations pour le même poste de travail.

10° Les cotisations de sécurité sociale à charge de l'employeur pour les montants visés au 9°;

11° Aux conditions qu'il détermine, le Gouvernement peut étendre la justification de charges financières pour des emplois visés à l'article 9, 2° et 3° à du personnel temporaire engagé en application de dispositifs légaux qui dérogent en tout ou en partie aux règles des déclarations faites auprès de l'Office National de la Sécurité Sociale.

§ 2. Si le contrat de travail prend fin, ou si les termes du contrat de travail sont modifiés pour diminuer le nombre moyen d'heures hebdomadaires prestées, le pécule de vacances payé anticipativement, notamment en vertu de l'article 46 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, tel que mentionné et identifié par l'Office National de la Sécurité Sociale dans le cadre de la déclaration multifonctionnelle sous le code 7, n'est pas une charge admissible afférente à l'année au cours de laquelle il est versé, mais une charge admissible afférente à l'année qui suit;

§ 3. Après consultation des associations représentatives des employeurs et des organisations représentatives des travailleurs reconnues, le Gouvernement est habilité à autoriser l'Administration à remplacer l'information fournie par la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale sur les charges admissibles, telles que décrites au § 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 3°, 4°, 9° et 10°, par une information similaire différemment conçue ou agencée par celle-ci.

§ 4. Après consultation des associations représentatives des employeurs et des organisations représentatives des travailleurs reconnues, le Gouvernement est habilité à réviser la liste des charges admissibles fixée aux § 1 et 2, pour la justification de la subvention visée à l'article 4.

**Art. 13.** L'article 21 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. § 1<sup>er</sup>. Le montant éligible de la subvention relative à l'emploi permanent visé à l'article 9 1° est calculé sur base du taux d'occupation de cet emploi par un ou plusieurs travailleurs liés par un ou plusieurs contrats successifs ou simultanés avec l'association répondant aux conditions fixées aux articles 10, 12 et 13.

Ce taux d'occupation par équivalent temps plein correspond à la durée d'occupation exprimée en semaines, conformément aux paragraphes suivants, divisée par 52 semaines.

§ 2. La durée d'occupation de l'emploi permanent correspond au nombre de semaines donnant lieu à rémunération pour des prestations effectives et/ou assimilées, chaque semaine incomplète entamée ou terminée est prise en compte à concurrence d'une semaine avec un maximum de 52 semaines.

§ 3. Les conditions de fait des prestations assimilées visées au § 2 sont justifiables pour autant que les missions du décret sectoriel ou le contrat-programme soient préservées. La disposition est résiduelle, activable après avoir justifié au plus toutes les prestations effectives. Le Gouvernement précise la durée maximale des périodes d'assimilation et définit la liste et les caractéristiques de celles-ci.

§ 4 La période de préavis correspondant aux indemnités de rupture d'un contrat de travail, compensatoires d'un préavis telles que décrites à l'article 20, § 1, 9°, est une prestation assimilée sans qu'elle puisse être cumulée avec la justification de l'emploi lui succédant, à partir de la date de début de contrat de ce dernier.

§ 5. En cas d'occupation incomplète de l'emploi permanent, le montant éligible de la subvention de base au sens de l'article 16 § 1<sup>er</sup>, a, est réduite proportionnellement au taux d'occupation déterminé au § 1<sup>er</sup>.

Les points complémentaires relatifs à l'emploi permanent au sens de l'article 16 § 1<sup>er</sup>, b, sont éligibles indépendamment du taux d'occupation de l'emploi permanent. »

**Art. 14.** Il est inséré un article 21bis rédigé comme suit :

« Art. 21bis. Le montant éligible de la subvention relatif à l'emploi ex-FBIE visé à l'article 9, 2° et à l'emploi donnant lieu à une subvention supplémentaire visé à l'art. 9, 3° est calculé indépendamment du taux d'occupation au sein de l'association. »

**Art. 15.** L'article 22 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. § 1<sup>er</sup> La subvention visée à l'article 4 est justifiée sur base des charges admissibles visées à l'article 20, § 1<sup>er</sup> afférentes à la même année, sans pouvoir dépasser le montant éligible calculé en vertu des articles 21 et 21bis.

§ 2. La subvention visée à l'article 16 § 1, a, est justifiée par les charges admissibles définies à l'article 20 § 1<sup>er</sup>, pour l'emploi permanent tel que visé à l'article 9, 1°,

§ 3. Le solde de la subvention est justifié par les charges admissibles définies à l'article 20 § 1<sup>er</sup> relatives à des emplois affectés au secteur d'activités de l'agrément déduction faite des subventions structurelles à l'emploi telles que précisées à l'article 10, 3°.

§ 4. Lorsque le montant justifié n'atteint pas le montant total de la subvention éligible au sens des articles 21 et 21bis du présent décret, l'administration procède à la récupération du montant non-justifié, prioritairement par déduction sur le montant la subvention de l'année qui suit, ou par toute autre voie de droit.

§ 5. Le cas échéant, ces montants seront affectés pour l'augmentation du nombre de points visés à l'article 18 ».

**Art. 16.** A l'article 23, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>me</sup> alinéa du même décret, les mots ", y apportent d'éventuelles corrections, les motifs, " sont insérés entre les mots « dossier justificatif » et les mots « et communiquent ».

**Art. 17.** A l'article 23 du même décret, le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le Gouvernement arrête les modalités et procédures relatives à la mise à jour par l'association de sa liste du personnel et à la remise de son dossier justificatif visé aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, ainsi que son contenu.

Il organise une procédure obligatoire de simulation de calcul avant justification définitive. »

**Art. 18.** Le Chapitre V du même décret est abrogé.

**Art. 19.** Le second alinéa de l'article 43 du même décret est remplacé par le texte suivant:

"Une évaluation triennale de la mise en œuvre du décret est réalisée par le gouvernement, après avis des partenaires sociaux, la première au plus tard pour le 31 décembre 2020."

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 février 2018.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,  
I. SIMONIS

—  
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 580-1. – Rapport de commission, n° 580-2 – Texte adopté en séance plénière, n° 580-3

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 21 février 2018.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/40111]

**22 FEBRUARI 2018. — Decreet tot wijziging van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, worden 10°, 11° en 12° vervangen als volgt :

"10° « Lokale televisiezenders en federatie van lokale televisiezenders » : de activiteitensector geregeld bij het gecoördineerd decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten"

11° « Productieateliers en gastateliers » : de sector geregeld bij Hoofdstuk I van Titel VI van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, met uitzondering van de schoolateliers bedoeld in artikel 62, 3°, en bij Hoofdstuk II van Titel IX van het gecoördineerd decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten wat betreft het “atelier de création sonore et radiophonique”

12° « PointCulture » : de instelling erkend door het koninklijk besluit van 7 april 1971 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verlenen van toelagen aan de Franstalige Mediatheek van België en van de voorwaarden voor de erkenning van en het verlenen van toelagen aan de regionale en plaatselijke instellingen die audiovisuele middelen uitleenen ter bevordering van de voortdurende scholing, die “Point Culture” is geworden bij de wijziging van haar statuten van 5 juli 2013.”.

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde decreet wordt 9° vervangen als volgt : “9° PointCulture.”.

**Art. 3.** In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de woorden “De Mediatheek” vervangen door de woorden “PointCulture”.

**Art. 4.** In artikel 8 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 11. In afwijking van artikel 10, 1°, worden in artikel 9, 3° de betrekkingen opgeteld die bedoeld zijn in de artikelen 186 tot 193 van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen en haar uitvoeringsbesluiten voor zover :

1° de werknemer ter beschikking wordt gesteld van een vereniging die erkend wordt krachtens de sectorregeling;

2° de werknemer onder de activiteitensector ressorteert waarvoor de aanvraag om subsidie verantwoord wordt;

3° de betrokken groepering onder de paritaire commissie voor de socioculturele sector ressorteert.

**Art. 6.** Artikel 12, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt : “Bij wijze van afwijkingsmaatregel kan de permanente betrekking, zoals bedoeld in artikel 9, 1°, in trap 3 gerangschikt worden, in geval van een vervanging in verband met de schorsing van de overeenkomst en in de arbeidsregeling van de vervangen persoon, voor de duur van deze vervanging en ten hoogste tijdens vijftien weken, per kalenderjaar en per vereniging. Deze vervangingsbetrekking kan afwijken van de toepassing van artikel 10, 2”.

**Art. 7.** Artikel 16, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : “§ 1. Vanaf 2016, onverminderd de gunstigere bepalingen bedoeld in de regelgeving van de activiteitensectoren opgesomd in artikel 2, met uitsluiting van 5° en 9°, geniet de federatie, per voltijdse equivalente betrekking bedoeld in artikel 9°, 1°, een subsidie die gebaseerd is op :

a) 10 basispunten;

b) 4.75 aanvullende punten.

De Regering kan per voltijds equivalent het aantal bijkomende punten verhogen.

**Art. 8.** In artikel 16, §2, van hetzelfde decreet wordt het eerste lid aangevuld als volgt :

“onverminderd het bedrag berekend in artikel 20, § 1, 8°.”

**Art. 9.** In artikel 16, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “tweede lid” vervangen door de woorden “eerste lid”.

**Art. 10.** In artikel 17, 2°, van hetzelfde decreet wordt het eerste lid aangevuld als volgt : “onverminderd het bedrag berekend in artikel 20, § 1, 8°.”

**Art. 11.** In artikel 19, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “de Mediatheek” vervangen door de woorden “PointCulture”.

**Art. 12.** Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“§ 1. De subsidie bedoeld in artikel 4 wordt verantwoord door de in aanmerking komende lasten, bepaald als volgt :

1° alle bedragen die in aanmerking komen voor de berekening van de bijdragen van de sociale zekerheid, zoals vermeld en geïdentificeerd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid in het kader van de multifunctionele aangifte onder de bezoldigingscodes 1, 2 en 7;

2° de bijdragen van de sociale zekerheid ten laste van de werkgever voor de bedragen bedoeld in 1°, met inbegrip van de jaarlijkse bijdrage bestemd voor het jaarlijkse vakantiestelsel van de manuele werknemers;

3° het gewaarborgde loon dat niet onderworpen is aan de sociale zekerheidsbijdragen ten laste van de werkgever, verschuldigd met toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 12bis en 13bis van 26 februari 1979;

4° het dubbel vakantiegeld van de werknemers, verschuldigd krachtens de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers gecoördineerd op 28 juni 1971;

5° de werkgeverstegemoetkoming in de kosten voor de reizen van de woonplaats naar de arbeidsplaats, verschuldigd krachtens de collectieve overeenkomsten gesloten binnen de Nationale Arbeidsraad en/of het paritair comité 329 voor de socioculturele sector en zijn subcomités bevoegd voor de sectoren bedoeld in artikel 2, met inbegrip van de bijkomende werkgeverstegemoetkoming die ressorteert onder een derdebetalersovereenkomst met één of meer maatschappijen van openbaar vervoer;

6° een forfaitair bedrag voor de verzekering tegen arbeidsongevallen die door de werkgever moet worden aangegaan krachtens de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen. Dit vast bedrag wordt berekend per voltijds equivalent op basis van, enerzijds, het globaal bedrag van de verzekeringspremie betaald door de werkgever per referentiejaar van de verantwoording van de activiteitensector en, anderzijds, het totale aantal voltijdse equivalenten bestemd voor de activiteitensector en tewerkgesteld in de vereniging tijdens hetzelfde jaar;

7° een forfaitair bedrag voor de jaarlijkse bijdragen en facturen voor het gezondheidstoezicht in het bedrijf, verschuldigd voor een externe dienst voor de preventie en de bescherming op het werk. Dit vast bedrag wordt berekend per werknemer op basis van, enerzijds, het globaal bedrag betaald door de werkgever voor het referentiejaar van de verantwoording in de activiteitensector en, anderzijds, het totale bedrag van de werknemers toegewezen aan de activiteitensector en tewerkgesteld in de vereniging tijdens hetzelfde jaar;

8° een forfaitair bedrag voor de kosten voor het sociaal secretariaat. Dit vast bedrag wordt berekend per werknemer op basis van, enerzijds, het globaal bedrag van de factuur van het sociaal secretariaat betaald door de werkgever voor het referentiejaar van de verantwoording in de activiteitensector en, anderzijds, het totaal aantal werknemers bestemd voor de activiteitensector en tewerkgesteld in de vereniging tijdens hetzelfde jaar;

9° de vergoedingen voor de verbreking van een arbeidsovereenkomst, die een vooropzeg moeten compenseren, zoals vermeld en geïdentificeerd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid in het kader van de multifunctionele aangifte onder de bezoldigingscode 3, zonder dat deze last gecumuleerd kan worden, voor een duur die gelijk is aan de vooropzeg indien hij gepresteerd werd, met de uitgaven gebonden aan de bezoldigingen voor dezelfde werkpost;

10° de bijdragen van de sociale zekerheid ten laste van de werkgever voor de bedragen bedoeld in 9°;

11° onder voorwaarden die ze bepaalt, kan de Regering de verantwoording van de financiële last voor de betrekkingen bedoeld in artikel 9, 2° en 3° tot het personeel uitbreiden dat aangeworven wordt in tijdelijk verband met toepassing van de wettelijke stelsels die volledig of gedeeltelijk afwijken van de regels van de aangiftes bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

§ 2. Indien de arbeidsovereenkomst ten einde loopt of indien de termen van de arbeidsovereenkomst gewijzigd worden om het gemiddeld aantal wekelijkse gepresteerde uren te verminderen, is het vakantiegeld dat vervroegd wordt betaald, inzonderheid krachtens artikel 46 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, zoals vermeld en geïdentificeerd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid in het kader van de multifunctionele aangifte onder de bezoldigingscode 7, geen last die in aanmerking komt en die betrekking heeft op het jaar waarin het betaald wordt, maar een last die betrekking heeft op het daaropvolgende jaar.

§ 3. Na raadpleging van de erkende representatieve werkgeversorganisaties en representatieve werknemersorganisaties is de Regering ertoe gemachtigd de Administratie de toestemming te geven de informatie te vervangen die verstrekt wordt door de Kruispuntbank voor Sociale Zekerheid over de in aanmerking komende lasten, zoals beschreven in § 1, 1°, 2°, 3°, 4°, 9° en 10°, door een gelijke informatie die op een verschillende manier ontwikkeld of opgebouwd door deze wordt.

§ 4. Na raadpleging van de erkende representatieve werkgeversorganisaties en representatieve werknemersorganisaties is de Regering ertoe gemachtigd de lijst van de in aanmerking komende lasten te herzien die vastgesteld wordt in § 1 en § 2, voor de verantwoording van de subsidie bedoeld in artikel 4.

**Art. 13.** Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : “Art. 21. § 1. Het in aanmerking komend bedrag van de subsidie betreffende de permanente betrekking bedoeld in artikel 9, 1° wordt berekend op basis van het tewerkstellingspercentage van deze betrekking in verhouding tot één of meer werknemers gebonden door één of meer opeenvolgende of simultane overeenkomsten met de vereniging die aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 10, 12 en 13 voldoet.

Dit tewerkstellingspercentage per voltijds equivalent stemt overeen met de duur van de tewerkstelling uitgedrukt in weken, overeenkomstig de volgende paragrafen, verdeeld door 52 weken.

§ 2. De duur van de tewerkstelling van een permanente betrekking stemt overeen met het aantal weken die aanleiding geven tot een bezoldiging voor de werkelijke en/of gelijkgestelde prestaties; elke onvolledige begonnen of beëindigde week wordt in aanmerking genomen naar rata van een week met een maximum van 52 weken.

§ 3. De feitelijke voorwaarden van de gelijkgestelde prestaties bedoeld in § 2 kunnen in aanmerking genomen worden voor zover de opdrachten van het sectorale decreet of de programma-overeenkomst bewaard worden. De bepaling is residueel en kan geactiveerd worden na ten hoogste alle werkelijke prestaties te hebben verantwoord. De Regering bepaalt de maximale duur van de gelijkstellingsperiodes en bepaalt de lijst en de kenmerken ervan.

§ 4. De opzeggingsperiode die overeenstemt met de vergoedingen voor de breuk van een arbeidsovereenkomst, die een vooropzeg moeten compenseren, zoals beschreven in artikel 20, § 1, 9°, is een gelijkgestelde prestatie zonder dat ze gecumuleerd kan worden met de verantwoording van de betrekking die opvolgt, vanaf de datum van het begin van de overeenkomst van deze laatste.

§ 5. In geval van onvolledige bezetting van de permanente betrekking wordt het in aanmerking komende bedrag van de basissubsidie in de zin van artikel 16, § 1, verminderd naar verhouding van het tewerkstellingspercentage bepaald in § 1.

De bijkomende punten betreffende de permanente betrekking in de zin van artikel 16, § 1, b, komen in aanmerking ongeacht het bezettingspercentage van de permanente betrekking.”

**Art. 14.** Er wordt een artikel 21*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 21*bis*. Het in aanmerking komende bedrag van de subsidie betreffende de betrekking ex-FBIE bedoeld in artikel 9, 2° en de betrekking die aanleiding geeft tot een bijkomende subsidie bedoeld in artikel 9, 3°, wordt berekend onafhankelijk van het bezettingspercentage binnen de vereniging.”

**Art. 15.** Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 22. § 1. De subsidie bedoeld in artikel 4 wordt verantwoord op basis van de in aanmerking komende lasten bedoeld in artikel 20, § 1 in verband met hetzelfde jaar, zonder het in aanmerking komende bedrag te overschrijden dat berekend wordt krachtens de artikelen 21 en 21*bis*.

§ 2. De subsidie bedoeld in artikel 16, § 1, a, wordt verantwoord door de in aanmerking komende lasten die bepaald worden in artikel 20, § 1, voor de permanente betrekking, zoals bedoeld in artikel 9, 1°.

§ 3. Het saldo van de subsidie wordt verantwoord door de in aanmerking komende lasten die bepaald worden in artikel 20, § 1 betreffende de betrekkingen toegewezen aan de activiteitensector van de erkenning, met aftrek van de structurele subsidies voor de betrekking, zoals bedoeld in artikel 10, 3°.”

§ 4. Wanneer het verantwoorde bedrag niet het totaal bedrag van de in aanmerking komende subsidies bereikt in de zin van de artikelen 21 en 21*bis* van dit decreet, vordert de administratie het niet-verantwoorde bedrag terug door aftrek ervan op de subsidie van het jaar daarna of bij elke rechtsweg”.

§ 5. In voorkomend geval zullen deze bedragen bestemd worden voor de verhoging van het aantal punten bedoeld in artikel 18”.

**Art. 16.** In artikel 23, § 1, tweede lid van hetzelfde decreet worden de woorden “en brengt de mogelijke verbeteringen aan, motiveren ze,” ingevoegd tussen de woorden “verantwoordingsdossier” en de woorden “en meedelen”.

**Art. 17.** In artikel 23 van hetzelfde decreet wordt § 4 vervangen als volgt :

“§ 4. De Regering stelt de nadere regels en de procedures vast in verband met de bijwerking door de vereniging van haar personeelslijst en de indiening van haar bewijsdossier bedoeld in de paragrafen 1 en 2, alsook de inhoud ervan.

Ze organiseert een verplichte procedure van simulatie van berekening vóór de definitieve verantwoording.”

**Art. 18.** Hoofdstuk V van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 19.** Het tweede lid van artikel 43 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Een driejaarlijkse evaluatie van de tenuitvoerlegging van het decreet zal door de Regering uitgevoerd worden, de eerste ten laatste op 31 december 2020, na het advies van de sociale partners te hebben ingewonnen.”

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 22 februari 2018.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

—  
Nota

(1) Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 580-1. Commissieverslag, nr. 580-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 580-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 21 februari 2018.

---

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/40112]

**21 MARS 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 février 2014 portant désignation des membres du conseil d'administration et des vice-présidents de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

Vu l'arrêté du 6 février 2014 du Gouvernement de la Communauté française portant désignation des membres du Conseil d'administration et des vice-présidents de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur;

Vu les propositions de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur du 28 février, du 1<sup>er</sup> mars et du 7 mars 2018;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 6 février 2014 du Gouvernement de la Communauté française portant désignation des membres du Conseil d'administration et des vice-présidents de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 4<sup>e</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

1) au c), les mots « Mme Adrien PIERRE » sont remplacés par les mots « M. Pierre BOULANGER »;